

Les samedis matin du CCR - Secrétariat Social de Marseille

Samedi 10 février 2011
(CFTC Rue Fondère)

Frugalité et don

Animateurs Philippe Langevin et François de Geuser

I- Pourquoi réfléchir sur la frugalité ?

François de Geuser

(Réflexions tirées d'un article de Pierre André Taguieff et d'un autre de Maurice Bellet, in Croire Aujourd'hui, septembre 2008, n°248).

Pourquoi la frugalité, la sobriété ? S'interroger sur le pourquoi amène une réflexion sur le développement, le progrès.

Le Progrès, somme de tous les progrès, constitue le fondement d'une CONFIANCE dans un AVENIR MEILLEUR

Religion du Progrès, marche en avant du genre humain vers la lumière (Victor Hugo) ; Pour M. Bellet, « le progrès, c'est que les choses aillent plus vite, plus loin, et mieux. Qu'elles avancent et s'améliorent »

Les Modernes croient au progrès automatique et infaillible : par essence, tout est en progrès. L'Histoire est un long processus de perfectionnement ou d'amélioration de l'espèce humaine L'homme est un être perfectible.

Son devoir est de vouloir le progrès et de contribuer à sa réalisation historique.

Pour l'avenir, l'humanité se sauve dans et par le progrès, promesse pour les générations futures.

Le sentiment de puissance conféré par la capacité de prévoir un avenir meilleur a fait place à l'inquiétude devant l'incertitude et l'imprévisibilité de l'histoire.

Constats des dégâts du progrès, progrès meurtrier. « L'idée de progrès est elle-même en danger, pour M. Bellet, nous serions en présence de développements, d'extensions, sans que l'on sache vraiment s'il sont un progrès pour l'homme ».

Le pouvoir dangereux mais bénéfique de Prométhée fait place à une puissance de destruction et de corruption.

La foi dans le Progrès s'est effacée comme celle d'un monde meilleur ici-bas

Exit la pensée du progrès automatique, nécessaire, illimité, indépendant de la volonté humaine. Exit le dogme du progrès global, unique ; oubliée la certitude de l'homme, passager embarqué dans le train de l'évolution infinie, vers le meilleur des mondes.

Oui, aux progrès partiels, LIES A DES CHOIX démocratiques. « Penser un progrès par reprises et subversions successives...Les grands progrès revisitent l'origine de ce qui a constitué une société. Non pour la supprimer, car ils font mémoire des débuts, mais pour modifier ce qui doit l'être, l'approfondir »

On devient « mélioriste », affirmant la VALEUR DES CHOIX faits par des CITOYENS LIBRES ET RESPONSABLES et se préoccupant des effets à long terme des actions...

Où est rejointe la notion de développement durable, qui consiste à « s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs »

Tension entre développement et durabilité, on fait appel à un autre développement fondé sur l'utopie d'une autre mondialisation. Ou à une sortie de développement, la décroissance conviviale, durable, discours militant de rupture, presque religieux, appelant à s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. "C'est en nous changeant nous mêmes que nous transformerons le monde".

Système de contrôle et de répression quasi totalitaire pour réaliser un tel projet ?
La frugalité des ascètes peut-elle être étendue ?

Même si le diagnostic écologique est imparable il y a trop de problèmes sans réponse avant les solutions proposées.

La pire chose qui peut arriver : si le temps des solutions est dépassé, c'est le sauve qui peut qui prévaudra, la guerre de tous contre tous.

Les écologistes les plus radicaux : l'homme est la « maladie de peau de la terre » (Nietzsche) et que tout irait mieux sans lui ou avec moins... Trop d'hommes tuent l'espèce humaine ; la planète tout entière est saisie par le processus de décadence due non à l'infidélité au principe fondateur mais à la civilisation industrielle, progressiste et productiviste, à ses valeurs et à ses normes. On s'enferme dans un conservatisme nostalgique.

Contradiction indépassable :

- entre impératif écologique et celui du développement nécessaire des pays pauvres ;
- entre conserver les conditions d'une vie proprement humaine sur la planète et l'idéal universaliste d'exporter les recettes occidentales de l'élévation du niveau de vie à tous les peuples ;
- entre impératif de croissance sans fin et croissance limitée, voire décroissance ;
- entre utopie de la mondialisation heureuse et celle de l'antimondialisation radicale.

Les évangiles ont-ils quelque chose à nous dire sur cette question ?

« Ils sont tournés vers ce qui advient. En même temps, ils sont mémoire, anamnèse

...L'Evangile apparaît comme joignant l'origine, toujours à reprendre, et l'avenir, jamais accompli ni bouclé...

Nous ne savons plus si le progrès est un progrès. Ni si ce qui est un progrès technique sera un progrès humain.... Ce qui est en route va se faire, mais nous ne savons pas ce que c'est ! Ni ce que sera l'avenir...

L'Evangile nous dit la manière humaine dont le progrès peut être tourné vers l'avenir »

II- L'économie et le don

Philippe Langevin

Si l'on s'en tient à l'économie dominante, aussi bien sur ses bases théoriques que dans ses applications pratiques, le don n'existe pas. Il ne traduit pas un comportement rationnel. Il est désintéressé et donc immotivé. Pourtant, les tentatives pour mesurer les apports du facteur travail et du facteur capital à la production débouchent toujours sur un solde inexplicable habituellement nommé « progrès technique » sans que l'on sache vraiment de quoi il s'agit. La même approche appelle « économie externe », dans la performance d'une entreprise ou d'un territoire, ce qui ne s'explique pas par les outils de l'analyse quantitative. Il est vraisemblable que, parmi le grand nombre de facteurs sociaux qui impactent l'économie, le don a toute sa place.

L'analyse proposée consiste à considérer le don non pas comme un solde mais comme un facteur essentiel susceptible, en sortant de sa clandestinité, de porter un nouveau mode de développement dans une économie en crise et en quête de repères.

1-L'économie dominante ne connaît pas le don

L'économie dominante, dans son histoire, ses références, ses modes de fonctionnement, ses instruments de mesure ne connaît pas le don. Elle s'est construite sur des agrégats quantitatifs et des comportements exclusivement régis par la volonté des agents de maximiser leurs ressources monétaires sans se poser la question, pour les ménages, de la nature de leurs dépenses ou, pour les entreprises, de l'affectation du profit. Le marché est le seul régulateur du système et permet de trouver un équilibre entre les offres et les demandes qui se traduit par un prix et un volume de transactions. Ces marchés sont multiples : marchés des biens et services, marchés du travail, marché monétaire... mais ils fonctionnent tous suivant le même modèle. D'un côté une offre de biens, de services, de travail, de monnaie et de l'autre une demande des mêmes biens, services, travail ou monnaie ; sachant que l'offre augmente avec le prix et que la demande diminue, le point de rencontre définit l'équilibre du système.

Dans la pensée classique, cet équilibre traduit la compatibilité entre les attentes divergentes des agents. Des générations d'économistes ont expliqué l'extraordinaire vertu de ces équilibres partiels qui construisent l'équilibre général. Un certain Pareto a même défini les conditions d'un équilibre optimum. A ce point là, il n'y a plus rien à dire. Les pouvoirs publics doivent combattre toutes les distorsions que leurs interventions pourraient engendrer en discriminant les consommateurs et en contrariant la concurrence.

Dans l'après-guerre, Keynes démontrera la possibilité d'un équilibre de sous emploi en constatant que ces flexibilités n'avaient rien d'automatique. Pour rétablir le plein emploi, il incitera les Etats à conduire des programmes d'investissements publics susceptibles tout à la fois d'équiper un pays, d'employer ses chômeurs et d'injecter des revenus pour augmenter la demande. Ce fût le modèle dominant dans toutes les économies occidentales jusqu'aux années 70.

Mais ni les uns ni les autres n'ont accordé la moindre importance aux relations non monétaires qui spécifient l'économie du don. Et la comptabilité publique a construit tout un ensemble d'indicateurs susceptibles d'évaluer la performance d'une économie en ne retenant que ce qui est susceptible d'être mesuré. Augmenter le volume de la production par la croissance du P.I.B. est devenu le premier objectif des politiques économiques, au prix d'ailleurs de savants calculs pour mesurer la production de services.

C'est ainsi que n'existe en économie que ce qui est mesurable, qui a un prix, qui est quantifiable. Peu importe qu'on produise des armes ou de l'éducation, des automobiles ou de

la santé, du logement ou de la solidarité : le tout est de produire et le mieux est de produire plus. Le même modèle gouverne la consommation indifférente aux biens ou services consommés. L'important est d'acheter pour inciter à produire n'importe quoi. Le mieux est d'acheter toujours plus pour « faire tourner l'économie » comme on dit.

Au cœur du système, évidemment, les revenus disponibles pour pouvoir acheter, investir, consommer et participer activement à la croissance de l'économie, c'est-à-dire au bonheur national brut. Certes, dans l'après guerre, les préoccupations sociales et la mise en place d'institutions de protection et de redistribution ont quelque peu modifié le système en prélevant par l'impôt ou par la cotisation de quoi assurer non plus seulement les fonctions régaliennes des Etats mais aussi de quoi accompagner les plus démunis pour les aider à consommer eux aussi. La mise en place d'une sécurité sociale, conçue sur des contributions obligatoires des salariés et des entreprises pour permettre à tous de faire face aux risques de la maladie, du chômage, de la vieillesse, curieusement aussi de la famille marque les débuts d'une politique de redistribution élargie plus tard dans d'autres domaines, le logement notamment.

Néanmoins, l'économie ne connaît toujours pas le don. Tout en s'appuyant largement sur le bénévolat des associations ou l'engagement des militants, l'économie dominante ne prend pas en compte dans la mesure du produit, tout un ensemble de productions qui, hors marché, ne sont pas quantifiées : le travail domestique, le temps des bénévoles, le bricolage, mais aussi la qualité de l'environnement ou la beauté des paysages qui sont maintenant reconnus comme des facteurs de production à part entière. Et c'est ainsi, par exemple, que le bénévolat des associations pour accompagner les plus précaires vers l'insertion, l'engagement des militants pour un développement durable, le travail que l'on fait chez soi pour vivre mieux, le regard vers les autres et sur le monde ne sont pas comptabilisés. Ca n'existe pas.

2- Un système à bout de souffle

Les deux crises majeures de l'après guerre ont montré les limites d'une économie toute entière conçue sur les vertus des marchés et la « tyrannie » du quantitatif.

La première (1973-1979) fût celle d'une remise en cause de la pensée Keynesienne et de l'incapacité des Etats à pouvoir assumer une « croissance équilibrée ». Chocs pétroliers, montée du sous-emploi et de la précarité, territoires en déshérence, tensions inflationnistes dans des économies de plus en plus ouvertes auraient pu déboucher sur des Etats plus protecteurs. Il n'en fût rien et la liberté l'a emporté sur la solidarité alors que le don, le gratuit, le non quantifiable ont permis de « tenir » des économies sans repère. Le libéralisme, certes solidarisé, redevenu pensée unique, retrouvait l'individualisme méthodologique de sa construction. Mais les disparités territoriales de développement, les écarts de niveau de vie d'un espace à un autre et la remise en cause de la centralisation ont contribué à l'émergence du développement local, comme nouvelle approche qualitative d'un « développement » désormais distinct de la croissance économique. Dès lors, l'économie non monétaire, et comme composante essentielle, l'économie du don devenaient tributaires de données non mesurables mais décisives comme la qualité de l'environnement territorial, les modalités de la gouvernance locale, les cultures des lieux, la capacité à savoir mobiliser des ressources inexploitées, le territoire conçu comme un milieu et non plus comme un lieu.

La deuxième crise (2007-2008) est dans la logique d'une mondialisation sans contrôle et le rôle des institutions financières qui, gérant une épargne mondiale considérable, ont multiplié les produits et les méthodes pour assurer à leurs épargnants inconnus des rentabilités très élevées. L'argent est devenu un bien comme un autre. Il doit « travailler », c'est-à-dire rapporter, quelles que soient les conséquences économiques ou sociales de spéculations quotidiennes sur les titres et les valeurs, facilitées par un réseau informatique mondial qui n'a

jamais connu le don. Partie de la crise des subprimes aux Etats-Unis, cette crise financière américaine est rapidement devenue une crise économique mondiale, puis une crise sociale, enfin une crise de valeurs. Seule une réaction rapide d'une communauté internationale passée de 7 pays à 20, du G 7 au G 20, a permis d'éviter le pire sans pour autant résoudre les problèmes de fonds. Au prix d'endettements considérables, les Etats ont dû dans le même temps, faire face à des niveaux d'inégalités inconnus après la guerre, un système de protection sociale à bout de souffle, des fermetures d'entreprises, des précarités grandissantes et des pertes de confiance. Alors est venu le temps d'une autre économie, une économie sociale et solidaire dans laquelle le don occupe une place centrale. Mais cette nouvelle économie n'a pas remplacé la précédente qui, une fois l'orage passé a continué à promouvoir une économie de la spéculation. Si elle apparaît aujourd'hui comme porteuse d'une véritable alternative, elle ne pèse pas lourd dans les désordres économiques du monde.

3- Pour une économie du don

Il convient maintenant de revenir aux fondamentaux et se poser la question du sens et reconnaître que ce sont les bases mêmes du système économique qui sont à reconsidérer. Il n'est plus tenable de bâtir un système économique sur la prétendue rationalité de ses acteurs et de ramener leurs motivations à de seules considérations financières. Il n'est pas possible de rechercher un utopique équilibre quand tout augmente en même temps : chômage, emplois, niveau des prix, dégradation de l'environnement. Il n'est pas acceptable que des revenus extravagants, produits de la spéculation, côtoient les misères les plus dramatiques, L'extension de la logique marchande aux biens et aux services publics a démontré ses impasses. Les inégalités de revenus, de statuts, de conditions de vie atteignent des niveaux considérables et le système de protection sociale s'essouffle.

Il ne faut pas oublier que l'économie est une affaire d'hommes, pas de marché. Et que d'autres valeurs commandent nos comportements : le souci de l'autre, l'intérêt général, le don, les relations sociales, la beauté, la confiance, le bien commun ont autant d'importance, si ce n'est plus, que l'enrichissement individuel. Sans doute, nous rappelle Benoît XVI « sans forme interne de solidarité et de confiance, le marché ne peut pleinement remplir ses fonctions ». Cette forme passe par d'autres logiques que celles de l'accroissement du profit ou du pouvoir d'achat.

La logique du don, en dehors de toute préoccupation marchande, porte des valeurs incontournables qui ne sont pas dans le marché. Si le marché mesure, le hors marché donne du sens, porte des valeurs de partage, est une forme d'expression de la fraternité. Le don est une forme de partage de savoirs, de ressources, de compétences, qui permet à une société de vivre son humanité. La quête de justice, de fraternité et de solidarité impose de savoir donner pour pouvoir comprendre.

Le don occupe une grande place, non mesurée et parfois non reconnue, dans le fonctionnement de nos économies. L'accompagnement des personnes en détresse, l'échange non monétaire, la lutte contre toutes les formes de précarité, la préservation des paysages ne sont pas de simples questions d'argent. Ces valeurs sont celles qui permettent à nos économies de fonctionner. Ce sont celles de la doctrine sociale de l'Eglise à travers ses dimensions de justice, de fraternité et de solidarité. Les questions économiques (comment produire de la richesse ?), politiques (comment redistribuer une partie de cette richesse ?) et éthiques (comme expression de la fraternité) sont étroitement imbriquées.

Il est urgent de construire une économie qui, prenant acte de l'improbable retour de l'Etat dans un monde totalement soumis aux comportements implacable des marchés, reconnaisse à la société civile sa capacité à considérer l'homme comme autre chose qu'un consommateur et l'entreprise comme une aventure collective à même de favoriser l'accomplissement de ses

membres plutôt que l'enrichissement de ses propriétaires. Il est nécessaire de « penser autrement » pour donner son sens à l'intérêt général. On ne retrouvera pas le monde d'avant crise. Savoir donner pour travailler autrement, consommer autrement, vivre autrement, produire autrement renvoient vers une économie plurielle autour de principes non marchands : l'utilité sociale, la gestion éthique, la gouvernance démocratique, les territoires vécus. Le don n'est pas uniquement destiné aux accidentés de la vie. Il est engagement à donner du temps pour comprendre et pour agir, pour valoriser le capital social de tout être, pour investir dans l'intérêt général, pour résister à la cupidité du monde.

4-Pistes de réflexion pour une autre économie

L'économie du salut a laissé sa place au salut par l'économie. En prendre conscience est déjà une avancée, s'impliquer pour refuser ce destin peu glorieux est devenu une obligation. Mais comment « vivre autrement » quand tout est lié, dans tous ces temps où le lointain devient proche, le futur immédiat, l'instantané tenant lieu de réflexion sur le temps long ? Il n'y a pas de réponse simple à cette question fondamentale. L'idée développée ici est de penser que le don peut contribuer aux changements nécessaires.

Consommer autrement, passer du désir au besoin, vivre une « abondance frugale », ne pas tomber dans l'éloge du superflu exige de savoir partager ses ressources pour permettre à tous de consommer et non plus à certains de gaspiller. Travailler autrement renvoie au nécessaire partage entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, ceux qui ont un contrat stable et ceux qui survivent de petits boulots occasionnels, ceux qui ont des réseaux et ceux qui sont isolés. Epargner autrement, c'est se soucier de la destination de son épargne. Produire autrement peut se traduire par de l'autoproduction accompagnée (jardins familiaux, réhabilitation de l'habitat, épiceries solidaires...) et par la valorisation de ressources locales souvent méconnues.

Dans toutes ces dimensions, de la consommation responsable à l'épargne solidaire, de l'autoproduction à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, de l'insertion par l'économie au commerce équitable, du tourisme social aux échanges non monétaires, domine l'économie du don. Un don personnel, sans contrepartie attendue, un don de temps, un don de biens, un don de soi. « Je donne, pour qu'à ton tour, tu donnes aussi ».

Il s'agit en fait de repenser le développement en tentant de répondre aux besoins matériels, relationnels et spirituels en accordant plus de place au don qu'à l'échange monétaire, en rééquilibrant la place respective du travail et du capital, en affectant les gains de productivité à libérer du temps plutôt que d'accroître les revenus, en promouvant une économie du respect.

L'économie sociale et solidaire partage ces ambitions. Elle combine tout à la fois les ressources du marché, les aides des pouvoirs publics et les dons de ses membres. Les ressources du marché sont limitées, les aides publiques se font rares, le don est sa ressource la plus importante. Il ne s'agit pas ici de quête sur la voie publique mais de bénévolat, c'est-à-dire d'engagement.

Le don est partage : partage du savoir, partage du temps, partage des biens, partage des services, incarnés par des réseaux de solidarité, des mouvements caritatifs, des associations d'accompagnement qui oeuvrent, souvent dans le silence et l'anonymat, à donner tout son sens à nos économies.

Quelques signes montrent que cette ambition n'est pas utopique. Certes, les mots changent. On parle maintenant d'empathie, de générosité, de gentillesse, de « care », de sollicitude plutôt que de don. Mais c'est la même chose, même si on est encore loin d'une société

fraternelle. R.Debray souligne non sans malice que « dans la sainte devise de nos pères, la petite dernière est devenue orpheline ». Néanmoins le succès des Etats Généraux de l'Economie sociale et solidaire, le mouvement des entrepreneurs sociaux, la vitalité du secteur associatif, les engagements dans les activités caritatives, le développement inattendu de l'économie solidaire démontrent que l'économie du don se construit progressivement autour d'engagements qui ne sont plus portés par les idéologies traditionnelles.

Passer de l'économie à la société, c'est reconnaître le champ immense de ce qui ne se mesure pas, de ce qui ne s'achète pas, de ce qui ne se monnaie pas : le don. C'est passer de l'individu anonyme à l'individu singulier, de l'entreprise capitaliste à l'entreprise sociale, de l'économie du bien à la société du lien.